



Table ronde provinciale sur l'emploi

Formation professionnelle et technique en anglais au Québec

Remerciements

Merci aux nombreuses organisations et personnes consultées dans le cadre de la rédaction de ce rapport.

Remerciements particuliers au Secrétariat aux relations avec les Québécois·e·s d'expression anglaise (SRQEA), dont l'appui financier a rendu possible ce travail.

**Secrétariat aux relations
avec les Québécois
d'expression anglaise**



Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de la Table ronde provinciale sur l'emploi. Elles ne reflètent pas les opinions du SRQEA.

Rédaction et contribution :

Morgan Gagnon, chercheur en politiques, PERT

Sithandzile Kuzviwanza, directrice des politiques et de la recherche, PERT

Nicholas Salter, directeur général, PERT

Chad Walcott, directeur de l'engagement et des communications, PERT

Maria J. De Las Salas, spécialiste des communications et de l'engagement, PERT

Andrea Eiding, docteure en philosophie de l'histoire, consultante

Table des matières

Sommaire	4
Définitions	6
Introduction	8
L'écosystème de la formation professionnelle et technique	10
La formation professionnelle et technique au Québec	10
La formation professionnelle au sein de la communauté d'expression anglaise	11
Classification des programmes	12
Autorisation des programmes	13
Innovation dans l'offre de programme	13
Formation professionnelle et technique en anglais	14
Portrait des programmes	14
Répartition par région	16
Fréquence des types de diplômes	17
Marché du travail et industrie	18
La langue et les programmes de FPT	20
Programmes de FPT destinés à un corps étudiant autochtone	21
Enjeux et obstacles	22
Perceptions de la FPT	22
Recrutement	22
Collecte de données linguistiques	23
Apprentissage du français langue seconde	23
Ressources éducatives	23
Dynamiques sur le marché du travail	24
Soutien intégral aux apprenant·e·s	24
COVID-19	25
Recommandations	26
Conclusion	28
Méthodologie	29
Références	30

Sommaire

Dans les dernières années, la formation professionnelle et technique (FPT) suscite beaucoup d'intérêt, notamment pour son potentiel de combler les besoins urgents du marché du travail. Ses avantages économiques et sociaux, tant pour les individus que pour la société en général, font l'objet d'un engouement renouvelé. La formation professionnelle et technique vise à outiller la population étudiante de compétences concrètes leur permettant d'intégrer rapidement le marché du travail. Au Québec, elle est offerte aux niveaux secondaire et collégial. La plupart des programmes de FPT québécois se déroulent en français et s'adressent à un public d'expression française qui, rappelons-le, représente la majorité (85,3 %) des Québécois-e-s. Il existe malgré tout un petit écosystème de programmes de FPT en anglais, destiné principalement aux personnes québécoises d'expression anglaise (qui correspondent à 13,8 % de population totale de la province).

Dans l'histoire, les Québécois-e-s d'expression anglaise démontrent un faible taux de participation aux programmes de formation professionnelle et sont peu représenté-e-s dans les emplois qui en découlent. Selon les données existantes, environ 6,2 % de ces personnes détiennent un diplôme de formation professionnelle alors que, chez les francophones, la proportion s'élève à 13,2 %¹. De plus, le taux de chômage des personnes d'expression anglaise est de 8,9 %, soit deux points plus élevés que celui des personnes d'expression française (6,9 %). Les programmes anglophones de FPT constituent ainsi une piste possible pour augmenter le niveau de compétence professionnelle et technique de la population d'expression anglaise, particulièrement dans les secteurs recherchés comme ceux de la santé, de la construction et des technologies de l'information.

Cependant, on constate de nombreux obstacles quant à la repérabilité et à la visibilité ce type de programmes ainsi qu'au niveau de participation à ceux-ci. Le présent rapport se penche sur certains de ces obstacles, grâce à une cartographie des programmes de FPT offerts en anglais ainsi qu'à une enquête sur les enjeux actuels au sein du système des FPT.

Depuis plus de trente ans, le système de FPT anglophone dote les Québécois-e-s d'expression anglaise des compétences nécessaires à leur succès durable sur le marché du travail. La faible présence de cette tranche de la population au sein des programmes de FPT nous rappelle l'importance de mieux comprendre comment elle y accède. Le présent rapport vise justement à éclairer cette question. Il espère également outiller les particuliers, les établissements d'enseignement et les décideuses et décideurs à la mise en place de solutions qui facilitent l'accès des Québécois-e-s d'expression anglaise aux carrières des secteurs professionnels et techniques.

Principaux résultats :

- **On compte au Québec au moins 670 programmes de FPT anglophones, offerts dans 87 établissements (cégeps, collèges et centres de formation professionnelle).**
- **Parmi ceux-ci, on dénombre 344 programmes de formation technique (51 %) et 326 programmes de formation professionnelle (49 %).**
- **C'est à Montréal que se concentre la majorité des programmes de FPT en anglais, avec 76,7 % des formations techniques et 29,4 % des formations professionnelles sur ce territoire.**
- **On constate des disparités entre les régions en matière d'accessibilité aux programmes de FPT anglophones; on ne retrouve aucun centre ou programmes de formation professionnelle de langue anglaise dans les régions du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de la Mauricie, de Lanaudière et du Centre-du-Québec.**
- **On ne retrouve aucun programme de formation technique en anglais dans les régions du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de la Mauricie, de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de Chaudière-Appalaches, de Lanaudière et des Laurentides.**

- **Les programmes et les établissements doivent parfois composer avec des difficultés de recrutement et de visibilité. Cela touche particulièrement les écoles de plus petite ampleur qui se trouvent hors des grands centres urbains, dans des régions à moins forte densité de population d'expression anglaise. Il arrive même que le faible taux d'inscription entraîne le report, voire l'annulation de certains programmes.**
- **Il faut compiler davantage de données sur le sujet afin de mieux cerner les débouchés sur le marché du travail pour les diplômé-e-s de la FPT en anglais. Cela permettrait également d'avoir un portrait plus clair de la demande pour des programmes dans cette langue. Les établissements scolaires bénéficieraient aussi de ces informations au moment de considérer la création de nouveaux programmes.**
- **Il faut en effet savoir s'ajuster rapidement aux besoins et fluctuations du marché du travail lorsqu'on développe des programmes de FPT, afin que ceux-ci soient fonctionnels et efficaces. Les centres de formation professionnelle et les cégeps/collèges doivent être outillés pour ce faire.**
- **La pandémie de COVID-19 a eu son lot de défis, mais a aussi ouvert de nouvelles possibilités pour le système de FPT : la transition numérique s'est accélérée, ce qui a élargi l'offre de programmes accessibles aux populations étudiantes éloignées. On ne peut passer sous silence cependant les enjeux de santé mentale et les difficultés de connexion internet qui ont émergé.**

¹ Cela fait référence aux diplômes délivrés par des centres de formation professionnelle, d'instituts de technologie, de collèges communautaires et d'autres établissements similaires. Selon Statistique Canada, «[I]es personnes ayant obtenu une qualification professionnelle à titre de gens de métiers dans le cadre d'un programme de formation professionnelle de niveau secondaire dans la province de Québec, comme le Diplôme d'études professionnelles/Diploma of Vocational Studies (DEP/DVS), sont classées dans [cette] catégorie.» En sont exclues les personnes qui ont obtenu un diplôme de formation technique d'un cégep.

Définitions

Langue

Dans le présent rapport, les personnes d'expression anglaise et française sont catégorisées selon leur première langue officielle parlée (PLOP) (Statistiques Canada, 2021). L'appellation PLOP classifie les individus en fonction de la langue officielle canadienne dans laquelle ils s'expriment. Cette classification prend en compte la langue de communication, la langue maternelle et la langue parlée à la maison. Selon ces critères, les personnes se voient attribuer la mention «Anglais PLOP» ou «Français PLOP». Les personnes qui emploient tant l'anglais que le français comme première langue sont divisées également entre les deux catégories.

On peut définir la communauté d'expression anglaise du Québec de plusieurs façons. Il importe d'abord de reconnaître la porosité des frontières de cette communauté. Elle peut en effet inclure des personnes plurilingues, tout comme d'autres qui ne s'expriment parfaitement dans aucune des deux langues, mais qui considèrent être plus à l'aise en anglais (particulièrement pour l'éducation et la formation).

Formation professionnelle et technique

La formation professionnelle et technique (FPT) vise à outiller la population étudiante de compétences lui permettant d'intégrer rapidement le marché du travail d'une industrie, d'un métier ou d'une profession. Au Québec, la FPT se divise en deux parcours distincts : la formation professionnelle et la formation technique.

Formation professionnelle

Les programmes de formation professionnelle proposent une éducation concrète dans une profession ou un métier et assurent une intégration rapide au marché du travail. C'est le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) qui régit ces programmes. Ces derniers se tiennent au niveau secondaire, dans des centres de formation professionnelle.

Centres de formation professionnelle

Un centre de formation professionnelle est un établissement d'enseignement, public ou privé, qui propose des formations professionnelles. Les centres de formation professionnelle, tout comme leurs programmes, s'intègrent au système scolaire de niveau secondaire et sont régis par le MEQ. Les programmes anglophones relèvent des commissions scolaires anglophones du Québec, tandis que les programmes offerts en français relèvent des centres de services scolaires francophones.

Formation technique

Les programmes de formation technique permettent une intégration au marché du travail dès l'obtention du diplôme. Ils opèrent généralement au niveau collégial et sont régis par le ministère de l'Enseignement supérieur (MES).

Cégeps et collèges

Les cégeps et les collèges sont des établissements postsecondaires de niveau collégial. L'appellation «cégep» est réservée aux établissements publics, tandis que le terme «collège» englobe tant les établissements publics que les établissements privés. Les cégeps et les collèges, tout comme leur offre de programme, sont régis par le MEQ.



Introduction

La formation professionnelle et technique (FPT) a comme objectif d'outiller la population étudiante de compétences concrètes lui permettant d'exercer rapidement un métier ou une profession. Les secteurs les plus populaires de FPT sont les techniques de l'informatique, la comptabilité, les soins infirmiers, l'éducation à la petite enfance et la restauration. Les professions des diplômé-e-s sont d'une grande diversité, allant d'animateur-trice 3D à bouchère ou boucher. La forme des FPT varie selon les standards d'enseignement nationaux et régionaux; elle peut s'offrir au niveau secondaire ou collégial, ou en milieu de travail en collaboration avec l'industrie. Au Québec, ce sont en général les centres de formation professionnelle et les cégeps/collèges qui offrent ce type de formation. Les centres de formation professionnelle s'inscrivent dans le système scolaire de niveau secondaire, tandis que les cégeps et collèges opèrent au niveau collégial. La FPT se divise en deux parcours distincts, et correspond à des compétences et à des diplômes spécifiques.

Le présent rapport s'inscrit dans un climat d'engouement renouvelé envers la FPT au Canada (Taylor, 2019), notamment pour ses avantages économiques et sociaux profitant tant aux individus qu'à la société en général. Ce type de formation a en effet tendance à susciter un grand intérêt lors de périodes d'incertitude économique aigüe. Justement, le contexte de pandémie de la COVID-19 ainsi que le phénomène moins récent de pénurie de main-d'œuvre exacerbent les besoins en programmes de formation axée sur les compétences. Pour faciliter l'intégration de la main-d'œuvre québécoise au marché du travail, il faut améliorer ces programmes et élaborer des stratégies. L'une d'entre elles est la FPT, qui permet de répondre à la situation grâce à la formation de personnel qualifié. La FPT augmente non seulement l'employabilité des diplômé-e-s et leur productivité, mais améliore également leur qualité de vie et favorise leur inclusion sociale.

Ces programmes s'inscrivent dans une approche souple et globale qui vise la formation continue tout au long de la vie active. Par l'acquisition de nouvelles compétences, la main-d'œuvre réussit ainsi à mieux s'adapter aux demandes et aux possibilités du marché de l'emploi (ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, 2010; ministère de l'Éducation, 2002). Il existe différentes portes d'entrée à ces programmes au Québec, ce qui rend ces derniers d'autant plus flexibles. Les personnes intéressées peuvent s'inscrire alors qu'elles fréquentent encore l'école

secondaire, après l'obtention de leur diplôme d'études secondaires ou après avoir été actives sur le marché du travail. Les formations durent de quelques mois à trois ans et, en règle générale, leur contenu alterne entre l'apprentissage en classe et des stages pratiques. Les stages jouent un rôle crucial puisqu'ils constituent un point d'entrée dans le marché après l'obtention du diplôme. Le système de FPT se démarque en effet par ces liens entre l'apprentissage en classe et la formation en milieu de travail.

La FPT est tout indiquée pour :

- a. **s'attaquer au chômage, particulièrement celui des jeunes, puisqu'elle favorise une rapide intégration au marché du travail (Taylor, 2019; Hoeve et al., 2019);**
- b. **répondre aux pénuries de main-d'œuvre et aux interruptions de travail, grâce à son offre de programme flexible et à sa collaboration avec l'industrie;**
- c. **former des professionnel-le-s des secteurs essentiels, tels les soins de santé, l'éducation en garderie, la plomberie et la mécanique;**
- d. **contribuer à la vitalité économique et favoriser l'innovation au sein des industries (Oviawe et al., 2017; Puckett et al., 2012). En effet, il est facile de créer des programmes de FPT qui répondent aux priorités gouvernementales et aux virages vers de nouveaux secteurs, comme la technologie écologique et la technologie de l'information et de la communication, par exemple;**
- e. **proposer à la population étudiante du Québec un cheminement pédagogique abordable, étant donné que la majorité des FPT sont subventionnées par le gouvernement, et sont donc gratuites;**
- f. **renverser et surmonter les inégalités sociales de race, de genre, de classe (Evans, 2019) et de langue, grâce à son offre de cheminement pédagogique accessible qui mène à des métiers qualifiés. Ces programmes participent en effet à combattre le chômage des groupes marginalisés et à faible revenu.**

La FPT en anglais est une part importante de l'écosystème de l'enseignement et de la formation axée sur les compétences. Elle contribue à répondre aux enjeux d'emploi et d'employabilité qui touchent les communautés d'expression anglaise du Québec. Rappelons que les Québécois-e-s d'expression anglaise, qui comptent pour 13,8 % de la population, font face à un taux de chômage élevé. En effet, celui-ci atteint 8,9 %, soit deux points de pourcentage de plus que celui des Québécois-e-s d'expression française (6,9 %). Dans 14 des 17 régions administratives, les Québécois-e-s d'expression anglaise ont un revenu moyen après impôts plus faible que celui de leurs homologues d'expression française (adaptation de Statistique Canada, 2016).

Dans l'histoire, les Québécois-e-s d'expression anglaise démontrent un faible taux de participation aux programmes de formation professionnelle et sont peu représenté-e-s dans ce type d'emplois. Selon les données sur le niveau d'éducation, environ 6,2 % des Québécois-e-s d'expression anglaise détiennent un diplôme de formation professionnelle alors que, chez les francophones, le taux s'élève à 13,2 % (adaptation de Statistique Canada, 2016). Les programmes de FPT constituent donc une option intéressante pour répondre au haut taux de chômage et au faible taux d'intégration au marché du travail de la communauté d'expression anglaise. De telles formations amélioreraient en effet le degré de compétences professionnelles et techniques de cette population.²

La pandémie de COVID-19 rend d'autant plus urgent le renforcement des systèmes éducatifs afin qu'ils soient plus à même de répondre aux enjeux sociaux, sanitaires et économiques. Peu de données existent pour l'instant quant aux conséquences socioéconomiques de la pandémie sur les Québécois-e-s d'expression anglaise. Cependant, les recherches démontrent que la crise sanitaire a exacerbé les difficultés préexistantes chez les groupes déjà affectés par le chômage et l'éloignement du marché du travail (voir Galabuzi, 2021; Yalnizyan, 2021). La pandémie a aussi engendré de nombreuses transformations au sein de la main-d'œuvre. Notamment, face aux changements du

marché et des tendances économiques, de nombreux travailleurs et travailleuses ont senti l'intérêt, voir la nécessité, de suivre des FPT. En parallèle, on remarque dans les deux dernières années une amélioration de l'accessibilité aux aides financières. En réponse directe à la situation économique engendrée par la pandémie, on a également vu se créer des programmes gouvernementaux de formation axée sur les compétences.

Le présent rapport vise à alimenter la réflexion quant au rôle de la FPT au sein des communautés québécoises d'expression anglaise. Pour ce faire, il examine l'offre de programmes qui s'adresse à elles. Nous avons étudié les données actuelles portant sur les programmes de FPT offerts en anglais partout au Québec durant l'année scolaire 2020-2021. Nous avons également interrogé des administratrices et administrateurs ainsi que des fournisseurs de programmes de FPT. Leurs perspectives sur les difficultés et les ouvertures possibles de la FPT en anglais viennent enrichir le portrait..



² Cela fait référence aux diplômes délivrés par des centres de formation professionnelle, d'instituts de technologie, de collèges communautaires et d'autres établissements similaires. Selon Statistique Canada, «[1]es personnes ayant obtenu une qualification professionnelle à titre de gens de métiers dans le cadre d'un programme de formation professionnelle de niveau secondaire dans la province de Québec, comme le Diplôme d'études professionnelles/Diploma of Vocational Studies (DEP/DVS), sont classées dans [cette] catégorie.» En sont exclues les personnes qui ont obtenu un diplôme de formation technique d'un cégep.

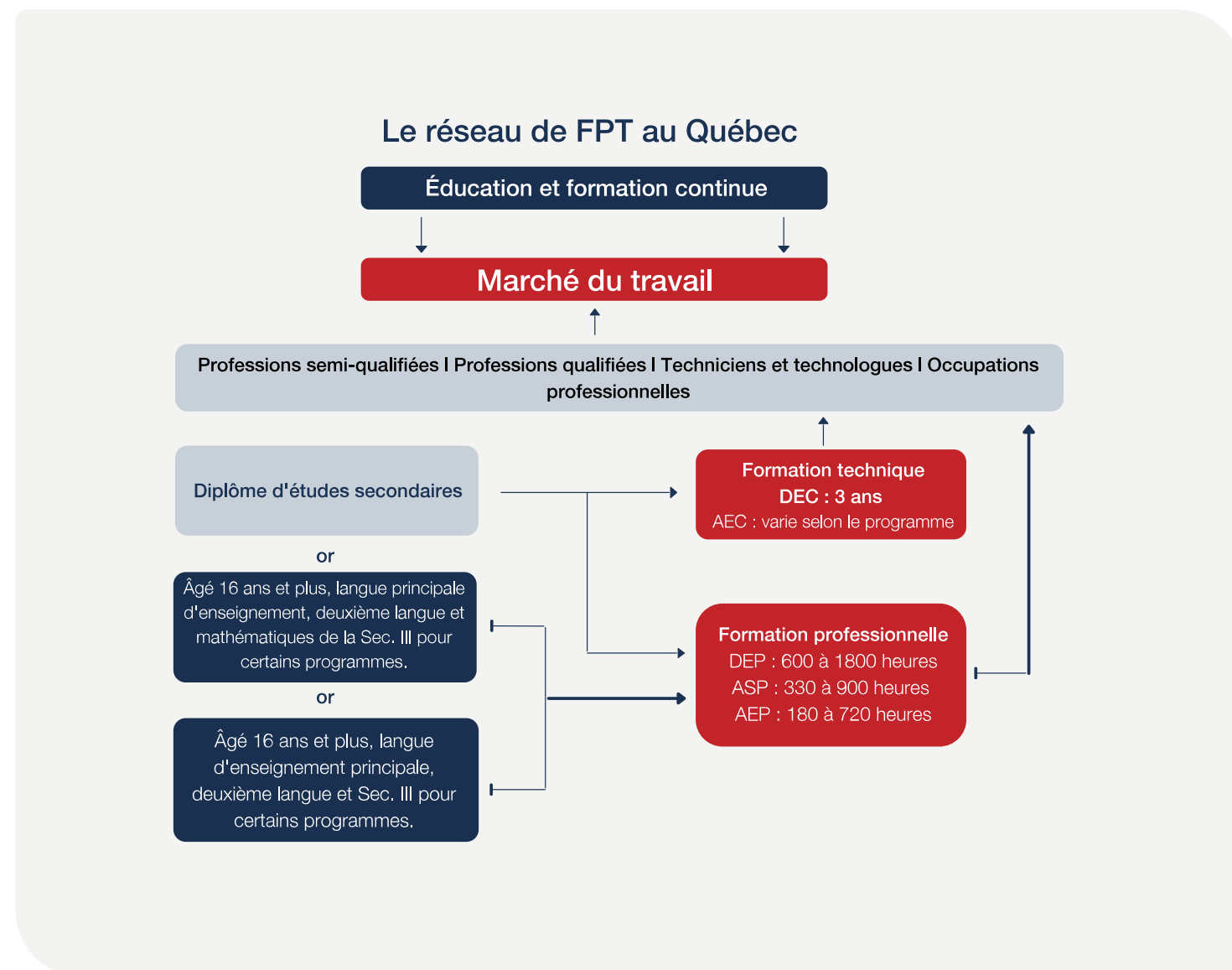
L'écosystème de la formation professionnelle et technique

La formation professionnelle et technique au Québec

Dans la province, la formation professionnelle et la formation technique constituent deux cheminements scolaires distincts. La première se donne au niveau secondaire; tant les adultes que les jeunes de troisième à cinquième secondaire y ont accès. C'est le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) qui régit la formation professionnelle (MEQ). Celle-ci est offerte dans 183 centres de formation professionnelle à travers la province (ministère de l'Éducation, 2021). Quarante-huit d'entre eux proposent des programmes en anglais.

La formation technique, elle, se donne au niveau collégial et c'est donc le ministère de l'Enseignement supérieur (MES) qui la régit. Dans la plupart des cas, un diplôme d'études secondaires (DES) est exigé pour s'inscrire à un programme de formation technique. Parmi les 130 cégeps et collèges de la province (gouvernement du Québec, 2022), 38 d'entre eux offraient des formations techniques en anglais durant l'année scolaire 2020-2021.

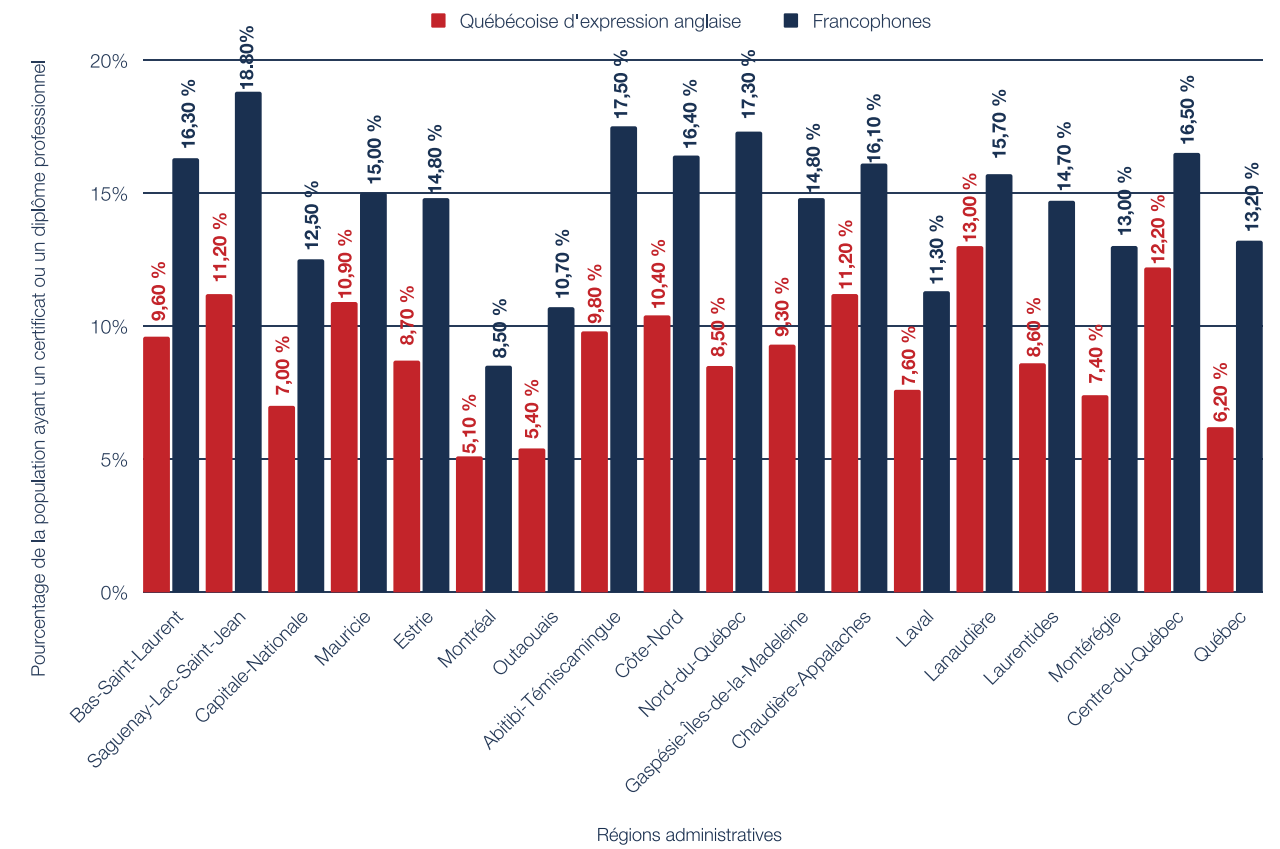
Figure 1 : le système de FPT au Québec



La formation professionnelle au sein de la communauté d'expression anglaise

Une forte proportion des Québécois-e-s d'expression anglaise détiennent un niveau de scolarité secondaire ou postsecondaire. Cependant, peu d'entre eux possèdent un diplôme ou une attestation de formation professionnelle, en comparaison à la majorité d'expression française (voir la figure 2).

Figure 2 : Pourcentage de scolarité en formation professionnelle, selon la langue et la région administrative³



Dans chacune des régions, une plus forte proportion de Québécois-e-s d'expression française détient un diplôme de formation professionnelle, comparativement aux personnes d'expression anglaise. Notons que les deux communautés linguistiques présentent des proportions de formation professionnelle beaucoup plus basses dans les régions urbaines de la Capitale-Nationale, de Montréal, de l'Outaouais et de Laval.

³ Cela fait référence aux diplômes délivrés par des centres de formation professionnelle, d'instituts de technologie, de collèges communautaires et d'autres établissements similaires. Selon Statistique Canada, «[I]es personnes ayant obtenu une qualification professionnelle à titre de gens de métiers dans le cadre d'un programme de formation professionnelle de niveau secondaire dans la province de Québec, comme le Diplôme d'études professionnelles/Diploma of Vocational Studies (DEP/DVS), sont classées dans [cette] catégorie.» En sont exclues les personnes qui ont obtenu un diplôme de formation technique d'un cégep. Cela indique un manque de données quant au nombre total de personnes possédant une formation technique au Québec.

Classification des programmes

Les programmes de FPT aboutissent à cinq grandes catégories de diplômes :

Figure 3 : Types de programmes de FPT au Québec^{4,5}

Certification	Type de programme de certification	Durée approximative du programme	Établissement principal offrant le programme - Centre de formation professionnelle	Établissement principal offrant le programme - CÉGEP/Collège
DCS (Diplôme d'études collégiales)	Technique	3 ans		✓
ACS (Attestation d'études collégiales)	Technique	varie selon le programme		✓
DVS (Diplôme d'études professionnelles)	Formation professionnelle	600 à 1800 heures	✓	
AVS (Attestation de spécialisation professionnelle)	Formation professionnelle	330 à 900 heures	✓	
AEP (Attestation d'études professionnelles)	Formation professionnelle	180 à 720 heures	✓	

En règle générale, les programmes techniques se soldent par l'obtention d'un diplôme d'études collégiales (DEC) ou d'une attestation d'études collégiales (AEC). Les DEC techniques requièrent la maîtrise de différentes compétences et comportent un volet de formation générale tout comme un volet de stage pratique. Le ministère de l'Enseignement supérieur (MES) détermine les compétences qui sont enseignées dans ces programmes. Les établissements ont la liberté d'en définir les détails, comme le cheminement et la durée des cours. Les programmes d'AEC, eux, dotent les diplômé-e-s des mêmes compétences techniques que celles enseignées dans le DEC, mais sont dépourvus des cours de formation générale; ils sont donc plus courts. En réponse aux besoins spécifiques du marché, il arrive que des cégeps proposent des programmes d'AEC dont le contenu n'est pas tiré directement d'un DEC existant.

Les programmes de formation professionnelle, eux, se soldent par l'obtention d'un diplôme d'études professionnelles (DEP), d'une attestation de spécialisation professionnelle (ASP) ou d'une attestation d'études professionnelles (AEP). Comme pour les programmes techniques, le corps étudiant des programmes de formation professionnelle doit maîtriser certaines compétences et a la chance d'effectuer des stages pratiques. Le contenu des programmes de DEP est plutôt général et dote les étudiant-e-s des compétences de bases pour entrer dans un domaine (ex. : la cuisine professionnelle). Les ASP, quant à elles, enseignent un contenu spécialisé propre à un secteur au sein d'un domaine (ex. : la pâtisserie de restauration contemporaine). C'est pourquoi les ASP ont normalement comme prérequis l'obtention d'un DEP.

Enfin, les programmes d'AEP se caractérisent par leur courte durée et par la rapidité avec laquelle ils peuvent être mis sur pied. Cette voie ouvre la possibilité d'un retour aux études par la suite pour transformer son AEP en DEP.

⁴ Les DEC se divisent en deux voies : les programmes préuniversitaires et les programmes techniques. Les premiers durent normalement deux ans et offrent un contenu d'enseignement plus traditionnel. Les seconds durent généralement trois ans et proposent des stages en milieu de travail. Le présent rapport se penche surtout sur les programmes techniques; le terme «DEC» fait donc référence aux DEC techniques.

⁵ Mille huit cents heures correspondent à environ un an et demi d'études à temps plein.

Autorisation des programmes

Les centres de formation professionnelle qui souhaitent créer de nouveaux programmes de DEP ou d'ASP doivent demander une autorisation provisoire ou permanente auprès du MEQ. Il leur faut démontrer que le marché du travail et les besoins en main-d'œuvre de la région justifient la création d'un tel programme. Pour les AEP, aucune démarche de demande d'autorisation particulière n'est nécessaire; le MEQ autorise les nouveaux programmes chaque année en fonction de son budget et de ses priorités du moment.

De leur côté, les cégeps et collèges qui désirent offrir un nouveau programme doivent en demander l'autorisation au MES. Il leur faut démontrer au ministère une réelle demande de main-d'œuvre qualifiée dans le domaine ciblé. Les établissements d'enseignement rencontrent moins d'obstacles lorsqu'ils mettent sur pied un programme d'AEC qui tire son contenu d'un DEC existant.

Innovation dans l'offre de programme

Le gouvernement québécois reconnaît les aptitudes et les compétences professionnelles acquises sur le marché du travail ou issues de l'expérience de vie. Pour cette raison, certains centres de formation professionnelle, cégeps et collèges proposent des programmes de reconnaissance des acquis et des compétences (RAC). En vue d'obtenir un diplôme, il est possible de faire reconnaître son expérience professionnelle antérieure et ses acquis pour entrer plus aisément dans un programme d'études. Les services de RAC constituent un pas important vers l'accessibilité de la FPT, puisqu'ils accordent de l'importance à la formation informelle et accélèrent l'obtention d'un diplôme. Ils sont essentiels pour les personnes qui ne peuvent pas se permettre de s'éloigner longtemps du marché du travail.

Enfin, certains cégeps de la province offrent des programmes de Tremplin DEC. Ceux-ci sont l'occasion pour les détenteurs-trices d'un diplôme d'études secondaires (ou équivalent) d'explorer des cours de niveau cégep tout en acquérant les prérequis d'admissibilité à un programme de DEC technique. Certaines options de tremplin mènent à des DEC préuniversitaires.



Formation professionnelle et technique en anglais

Portrait des programmes

Lors de notre cueillette de données, nous avons trouvé 670 programmes de FPT en langue anglaise offerts au Québec. Parmi eux, 344 étaient des programmes de formation technique et 326, des programmes de formation professionnelle.

Figure 4a : Offre de programmes de FPT en langue anglaise selon la région administrative

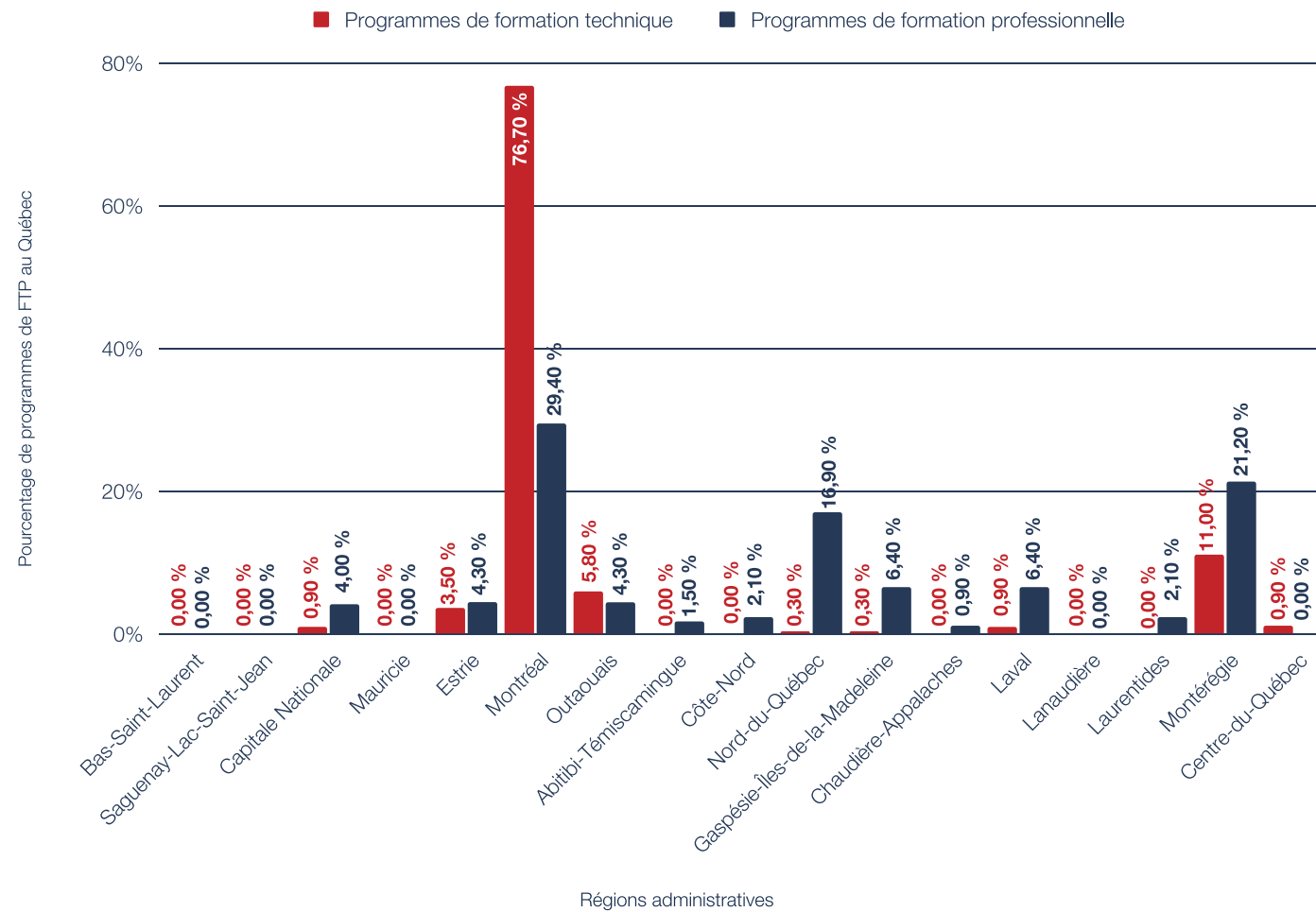
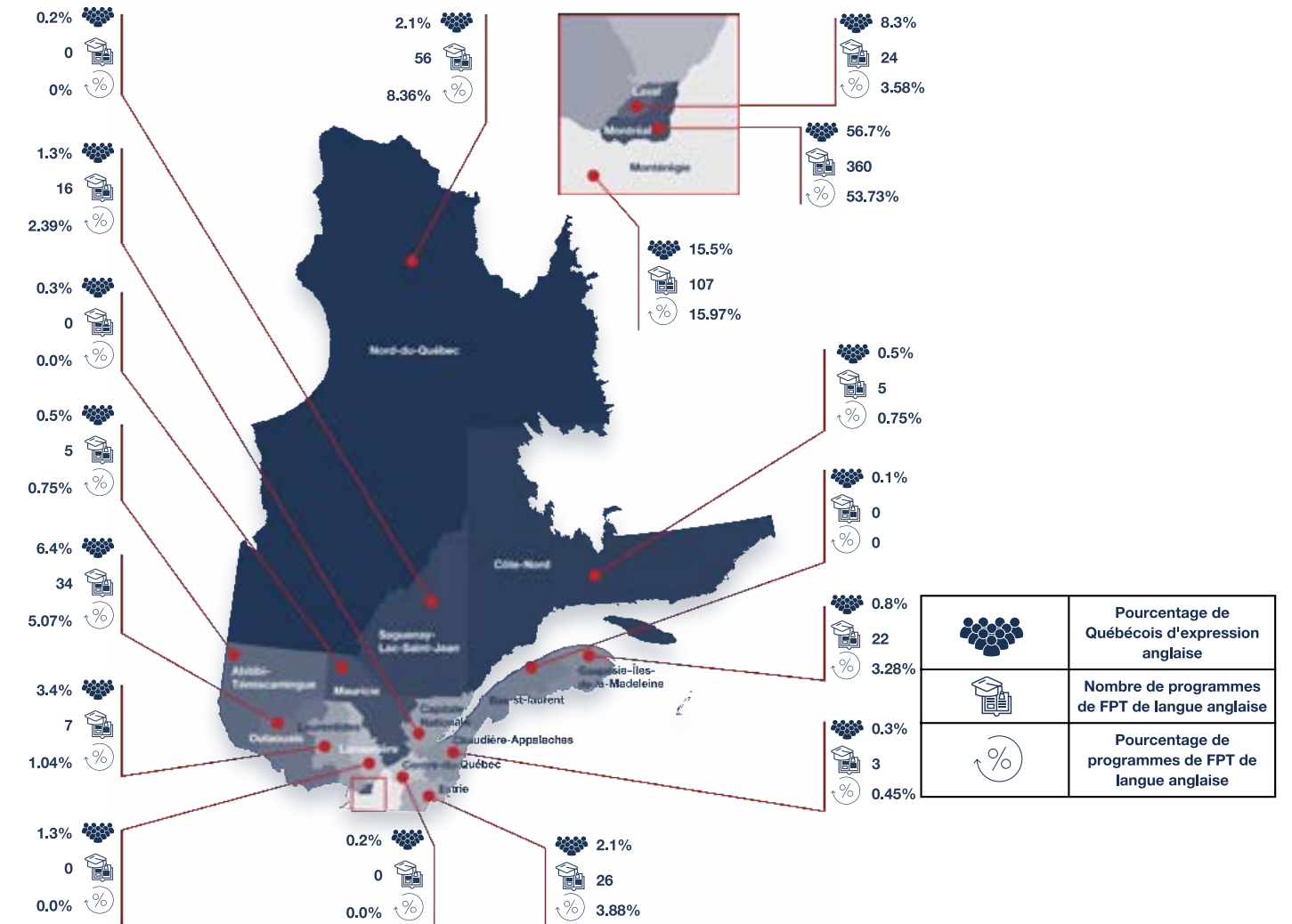


Figure 4a : Offre de programmes de FPT en langue anglaise selon la région administrative



À travers la province, c'est à Montréal qu'on retrouve le plus grand nombre de programmes de FPT en anglais, avec 76,7 % des formations techniques et 29,4 % des formations professionnelles sur ce territoire. On en retrouve également un plus grand nombre dans les régions où il existe d'importantes communautés d'expression anglaise, dont l'Estrie, l'Outaouais, le Nord-du-Québec et la Montérégie.

Les disparités entre les régions sont un enjeu de taille : on ne retrouve des programmes de FPT en langue anglaise que dans 13 des 17 régions administratives de la province. En effet, il n'existe aucun programme de formation professionnelle en anglais dans les régions du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de la Mauricie, de Lanaudière et du Centre-du-Québec. Il n'y a aucun programme de formation technique en anglais dans les

régions du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de la Mauricie, de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de Chaudière-Appalaches, de Lanaudière et des Laurentides. Les locuteur-trice-s de langue anglaise de ces régions ne sont pas les seul-e-s à se buter à des obstacles au moment d'accéder à des programmes de FPT en anglais. En effet, même dans les régions qui offrent de tels programmes, les personnes dont le domicile est éloigné des centres urbains ou d'un établissement scolaire doivent parfois parcourir de très longues distances. Selon leur programme de prédilection, il peut même leur arriver de devoir sortir de leur région pour suivre la formation qui les intéresse.

Répartition par région

Au Québec, l'offre de programmes anglophones de formation technique est plus grande que celle de formation professionnelle, mais la majorité des programmes de FPT anglophones (51,5 %) est pourtant donnée dans des centres de formation professionnelle. Cela s'explique par le mandat des commissions scolaires anglophones,

tenues d'offrir des services d'enseignement en anglais dans les 17 régions administratives de la province. Neuf commissions scolaires anglophones, deux commissions scolaires autochtones et un centre de services scolaires francophone se répartissent cette offre de programme.

Figure 5 : Répartition des commissions scolaires qui offrent des programmes de formation professionnelle, selon les régions

Commission scolaire	Régions desservies
Commission scolaire Central Québec	Saguenay–Lac-Saint-Jean, Capitale-Nationale, Mauricie, Côte-Nord, Nord-du-Québec, Chaudière-Appalaches
Commission scolaire Eastern Townships	Estrie, Montérégie, Centre-du-Québec
Commission scolaire Lester B. Pearson	Montréal, Montérégie
Commission scolaire Riverside	Montérégie
Commission scolaire Western Québec	Outaouais, Abitibi-Témiscamingue
Commission scolaire Eastern Shores	Bas-Saint-Laurent, Côte-Nord, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
Commission scolaire English-Montréal	Montréal
Commission scolaire New Frontiers	Montérégie
Commission scolaire Sir Wilfrid Laurier	Laval, Lanaudière, Laurentides
Commission scolaire crie (formation en anglais, en cri et en français)	Eeyou-Istchee
Commission scolaire Kativik (formation en anglais, en français et en inuktitut)	Nunavik
Centre de services scolaire du Littoral (formation en anglais et en français)	Côte-Nord

Malgré le mandat des commissions scolaires anglophones de desservir l'ensemble de la province, on constate dans plusieurs régions des manques à gagner, notamment en ce qui concerne la FPT. Cela s'explique par le fait que certaines commissions scolaires sont responsables de plus d'une région, mais ne disposent des ressources ou du poids démographique que pour un seul centre de formation professionnelle. Les personnes habitant les régions secondaires du territoire d'une commission scolaire sont parfois forcées de se déplacer dans cette région pour suivre les cours qui les intéressent ou alors de se tourner vers une autre région complètement. Ces conditions

désavantagent particulièrement les Québécois·e·s d'expression anglaise de zone rurale ou éloignée.

Les programmes de formation technique couvrent moins de régions que les programmes de formation professionnelle. On ne retrouve des programmes de formation technique en langue anglaise que dans 9 des 17 régions administratives de la province. Ils sont chapeautés principalement par des cégeps et des collèges. Ce type d'établissement est d'ordinaire concentré dans les zones urbaines de grande population.

Fréquence des types de diplômes

Les DEP et les AEC sont les diplômes de formation professionnelle les plus fréquemment offerts en anglais. Il est intéressant de souligner que plusieurs des centres de formation professionnelle proposant des DEP donnent aussi l'option à son corps étudiant de terminer son éducation secondaire au besoin. Cette voie, appelée

concomitance, permet d'atténuer les obstacles à l'obtention d'un diplôme d'études secondaires. Pour cette raison, les centres de formation professionnelle constituent une solution accessible. De surcroît, les programmes d'AEC sont en règle générale plus courts que les DEP ou les DEC.

Figure 6 : Fréquence des diplômes de FPT en langue anglaise⁶

Type de certification	Nombre de programmes
DEC (Diplôme d'études collégiales)	101
DEP (Diplôme d'études professionnelles)	262
ASP (Attestation de spécialisation professionnelle)	37
AEC (Attestation d'études collégiales)	243
AEP (Attestation d'études professionnelles)	22
Autre	5
Total	670

⁶ La catégorie «Autres» comprend les certificats, la formation professionnelle au secondaire et les permis.

Marché du travail et industrie

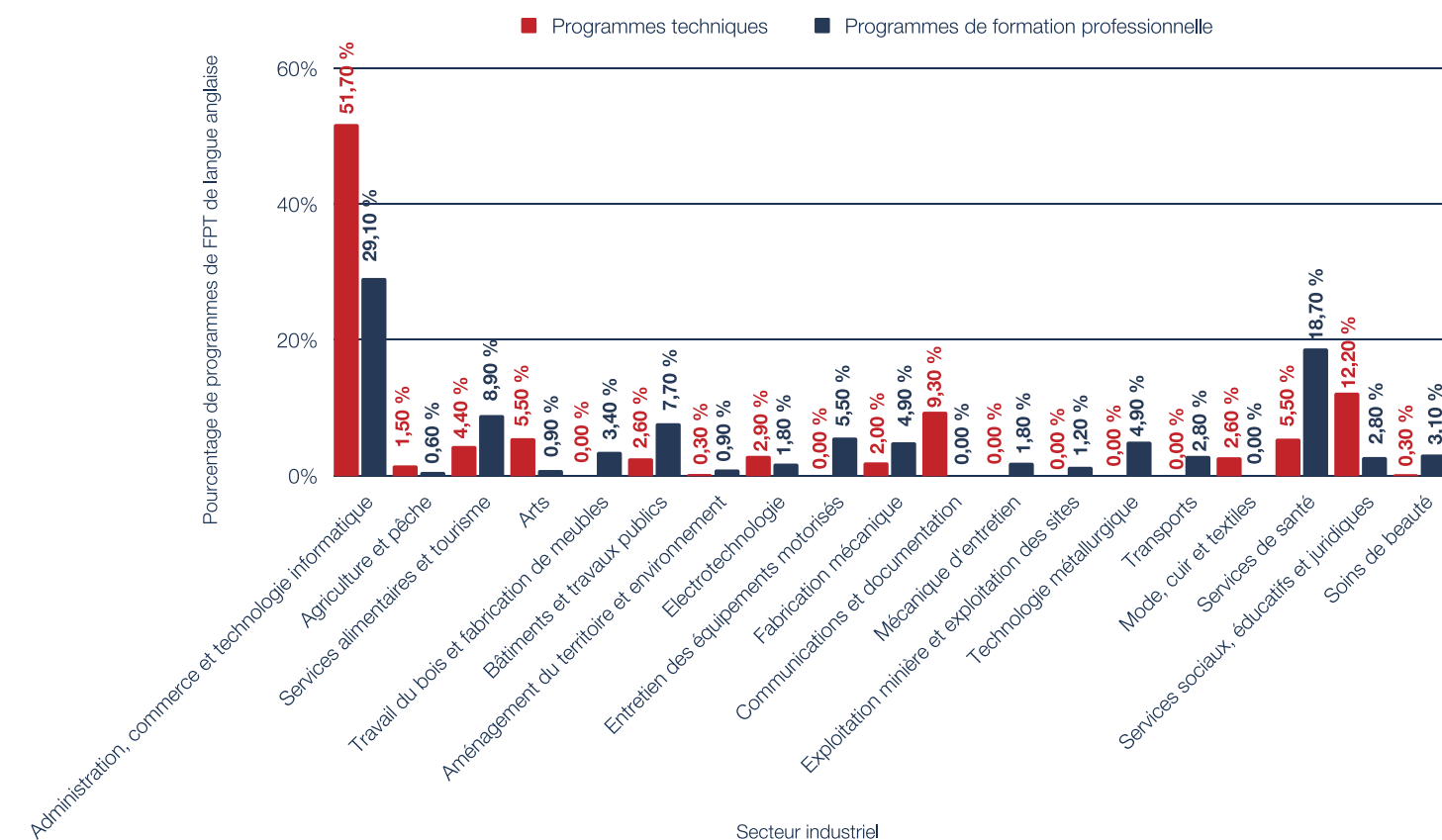
L'écosystème de FPT au Québec se divise en 21 secteurs industriels d'une grande diversité, qui vont du domaine de la santé à celui de la fabrication mécanique (ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, 2010). La plus forte concentration de programmes de formation en langue anglaise se trouve dans la catégorie qui englobe l'administration, le commerce et l'informatique (273 programmes sur un total de 670, soit 41 %). On constate une forte demande de main-d'œuvre dans ce secteur, preuve du lien étroit entre les besoins du marché du travail et le système d'éducation en FPT.

Ce phénomène d'offre et de demande est bien sûr le reflet de particularités régionales. Par exemple, la technologie touristique dans la région de la Capitale-Nationale ou les programmes en Bâtiment et travaux publics dans les Laurentides répondent aux réalités locales en fonction des industries dominantes et des types d'emploi recherchés.

Figure 7 : Programmes de FPT et secteurs de formation les plus répandus selon les régions administratives

Region	Programme de formation technique le plus commun	Secteur du programme de formation technique le plus commun	Programme de formation professionnelle le plus commun	Programme de formation professionnelle le plus commun
Bas-Saint-Laurent				
Saguenay-Lac-Saint-Jean				
Capitale-Nationale	Technologie du tourisme	Services alimentaires et tourisme	Pas de programme unique le plus commun	Services de santé
Mauricie				
Estrie	Comptabilité et gestion	Administration, commerce et technologie informatique	Études de secrétariat	Administration, commerce et technologie informatique
Montréal	Éducation de la petite enfance	Administration, commerce et technologie informatique	Études de comptabilité/secrétariat	Administration, commerce et technologie informatique
Outaouais	Études de comptabilité	Administration, commerce et technologie informatique	Études de comptabilité	Administration, commerce et technologie informatique
Abitibi-Témiscamingue			Pas de programme unique le plus commun	Exploitation minière et exploitation du site
Côte-Nord			Pas de programme unique le plus commun	Services de santé
Nord-du-Québec	Technologie de l'environnement naturel	Agriculture et pêche	Études de secrétariat	Administration, commerce et technologie informatique
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Tourisme d'aventure	Services alimentaires et tourisme	Études de comptabilité	Administration, commerce et technologie informatique/services de santé
Chaudière-Appalaches			Pas de programme unique le plus commun	Pas de programme unique le plus commun
Laval	Pas de programme unique le plus commun	Administration, commerce et technologie informatique	Certificat de formation aux techniques de soutien des services aux patients dans les établissements de soins de santé	Administration, commerce et technologie informatique/services de santé
Lanaudière				
Laurentides			Pas de programme unique le plus commun	Bâtiments et travaux publics
Montérégie	Gestion des affaires/Éducation de la petite enfance/Conseil en soins spéciaux/Specialiste en technologie de l'information appliquée	Administration, commerce et technologie informatique	Comptabilité/Aide aux soins en institution et à domicile/Démarrage d'une entreprise	Administration, commerce et technologie informatique
Centre-du-Québec	Pas de programme unique le plus commun	Services sociaux, éducatifs et juridiques		

Figure 8 : Fréquence des programmes de FPT en langue anglaise selon les secteurs industriels⁷



La plupart des secteurs et des programmes dominants qui proposent de la FPT en anglais sont en accord avec les secteurs prioritaires visés par l'Opération main-d'œuvre de 2021 du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Ce plan d'action établit des priorités pour répondre à la pénurie de main-d'œuvre dans plusieurs secteurs essentiels et pour favoriser la croissance économique du Québec. Il cible principalement la santé et les services sociaux, l'éducation, les services de garde éducatifs à l'enfance, les technologies de l'information, le génie et la construction (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, 2021a). Si la FPT en langue anglaise couvre adéquatement les secteurs des technologies de l'information, des soins de santé spécialisés, des services sociaux et des services de garde éducatifs, elle fait encore défaut en génie et en construction. Malgré cette

offre de programme en langue anglaise au diapason avec les priorités économiques québécoises, des obstacles à la formation persistent : la distance et les disparités régionales affectent encore une portion du corps étudiant d'expression anglaise. C'est pourquoi il faut augmenter l'offre de formation dans cette langue, particulièrement en zones rurales et éloignées.

⁷ Les secteurs de Chimie et Biologie (06) et de Foresterie et papier (12) ne sont pas représentés dans ce graphique parce qu'aucun programme de FPT en anglais n'était offert dans ces secteurs durant l'année scolaire 2020-2021.

La langue et les programmes de FPT

L'accès à une formation axée sur les compétences dans sa langue maternelle facilite la compréhension du contenu des cours et les relations avec les pairs (Kubayi, 2020), et augmente donc les chances de réussite scolaire (Rapport mondial de suivi sur l'éducation, 2016). La majorité des programmes étudiés dans le cadre de ce rapport sont offerts dans des établissements d'enseignement anglophones. Cependant, la plupart de ces programmes requièrent un certain niveau d'immersion en langue française, voire exigent parfois un haut degré de maîtrise du français. Même si la majorité de leur formation se déroule en anglais, plusieurs étudiant-e-s terminent leur parcours dans des milieux de stage francophones et peuvent être amené-e-s à répondre en français à leurs examens de compétences. Les établissements interrogés ont indiqué vouloir soutenir leur corps étudiant d'expression anglaise dans leur apprentissage du français. Ils n'hésitent pas à les référer à des formations supplémentaires, par exemple des cours de français ou du tutorat individuel.

Programmes bilingues

Le système de FPT comporte aussi une offre de programmes bilingues (français-anglais). On dénombre 50 programmes bilingues donnés dans 11 établissements. Ils se divisent en 43 programmes techniques et 7 programmes de formation professionnelle. La majorité de ceux-ci se trouve dans la région de Montréal et ses environs (30 sur 50) ou dans des régions habitées par d'importantes communautés d'expression anglaises, soit : l'Outaouais (6 sur 50), les Laurentides (6 sur 50) et la Montérégie (6 sur 50).



Certains sont offerts dans des établissements bilingues, tandis que d'autres, dans des établissements francophones. Les établissements d'enseignement francophones qui offrent des programmes bilingues sont les suivants :

- **Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue**
- **Cégep de la Gaspésie et des Îles**
- **Cégep Limoilou**
- **Cégep Marie-Victorin**
- **École nationale d'aérotechnique (Cégep Édouard-Montpetit)**
- **L'École de sténographie judiciaire du Québec**

Notons également le Collège TAV, un petit établissement d'enseignement postsecondaire qui propose plus d'une quinzaine de programmes techniques en anglais, avec option bilingue. Son objectif initial était d'offrir une éducation laïque à la communauté juive hassidique de Montréal, afin d'en augmenter les possibilités d'emploi au sein de la société québécoise. Le collège est désormais un établissement semi-privé, accrédité recevoir les subventions du MEQ depuis 2010. Son corps étudiant se caractérise par son multiculturalisme.

Programmes de FPT destinés à un corps étudiant autochtone

La terrible histoire qui lie les Premières Nations au système d'éducation québécois remonte à loin. L'héritage des pensionnats et ses conséquences sur les communautés autochtones se font encore sentir de nos jours et sont source de traumatisme et de méfiance. La Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ) a cependant permis quelques avancées sur les plans de l'enseignement et de l'autonomie pour les peuples autochtones. La convention initiale de 1975, et ses modifications subséquentes dans le cadre de la Convention du Nord-Est québécois en 1978, assurent aux Nations signataires le droit à l'éducation en anglais, en français et en langues autochtones. Parmi les mesures adoptées pour mettre ces droits en application, on compte la création des commissions scolaires à statut particulier, soit la Commission scolaire crie pour la Nation du même nom et la Commission scolaire Kativik destinée au peuple Inuit du Nunavik⁸. Leur mission première est de soutenir et de renforcer leurs collectivités par une éducation fondée sur les pédagogies autochtones. Pour ce faire, ces commissions scolaires proposent des programmes de formation professionnelle en anglais, en français et en langues autochtones (cri ou inuktitut, selon le cas).

Les programmes de formation professionnelle et technique qui ciblent les Premières Nations au Québec ne se limitent cependant pas à ces deux initiatives. On peut nommer par exemple le Listuguj Adult and Vocational Education Centre de la Nation Mi'gmaq de Listuguj, dans la région de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Chez la Nation Anishinabeg de Kitigan Zibi, en Outaouais, on retrouve aussi le Centre de formation générale et professionnelle aux adultes de Maniwaki. Ces deux écoles offrent une formation professionnelle en langue anglaise dans un cadre culturel autochtone. On retrouve aussi au moins un collège autochtone au Québec, le collège Kiuna (Centres d'études collégiales des Premières Nations), dont l'offre de service en anglais et en français s'adresse à tous les peuples autochtones de la province.

Finalement, le Cégep Marie-Victorin propose des programmes de reconnaissance des acquis et des compétences (RAC) en anglais pour les personnes

Autochtones qui ont de l'expérience en commerce de détail ou en développement en milieu communautaire.

L'accès à une formation axée sur les compétences dans sa langue maternelle facilite la compréhension du contenu des cours et les relations avec les pairs (Kubayi, 2020), et augmente donc les chances de réussite scolaire (Rapport mondial de suivi sur l'éducation, 2016). La majorité des programmes étudiés dans le cadre de ce rapport sont offerts dans des établissements d'enseignement anglophones. Cependant, la plupart de ces programmes requièrent un certain niveau d'immersion en langue française, voire exigent parfois un haut degré de maîtrise du français. Même si la majorité de leur formation se déroule en anglais, plusieurs étudiant-e-s terminent leur parcours dans des milieux de stage francophones et peuvent être amené-e-s à répondre en français à leurs examens de compétences. Les établissements interrogés ont indiqué vouloir soutenir leur corps étudiant d'expression anglaise dans leur apprentissage du français. Ils n'hésitent pas à les référer à des formations supplémentaires, par exemple des cours de français ou du tutorat individuel.



⁸ La troisième nation incluse dans la (CBJNQ), la Nation Naskapi, n'a pas encore mis sur pied de centres de formation professionnelle, bien qu'elle ait l'intention de le faire prochainement. Pour de plus amples renseignements, consulter : <https://naskapi-education.org/services/vocational-training>

Enjeux et obstacles

Perceptions de la FPT

Le système de FPT en langue anglaise est semé d’embûches, mais il offre aussi son lot de possibilités. Dans l’histoire, les recherches démontrent une tendance mondiale à percevoir la FPT comme une forme d’éducation moindre (Billet, 2014) ou comme une option pour les personnes qui ont des difficultés scolaires (Evans, 2019; López &Saurin, 2019; Taylor, 2019). Cette réputation persiste au sein du paysage de l’enseignement en langue anglaise; le mythe qui veut que la FPT s’adresse à un public décrocheur est tenace. On croit encore que les études universitaires représentent la voie de carrière la plus sûre (Burke, 1994).

Les origines de ces perceptions remontent au moins à 1995, alors que des débats universitaires et des efforts de démystifications avaient cours (voir Burke, 1994; Caron, 1994). Même s’il est faux que la FPT s’adresse aux décrocheur-euse-s, il n’en reste pas moins que les personnes qui performant peu dans les cheminements scolaires traditionnels sont souvent poussées vers les programmes de FPT. Dans plusieurs cas, ces personnes ne démontrent pas de compétences dans un des domaines évalués par les tests conventionnels. Elles se butent aussi parfois à des embûches supplémentaires comme des troubles de l’apprentissage que l’école n’a pas pris en charge, des réalités personnelles difficiles ou une barrière de langue. Selon nos entrevues auprès de membres de la direction des centres de formation professionnelle, les étudiant-e-s tout droit sorti-e-s des écoles secondaires font preuve de proactivité dans leur apprentissage. Ces élèves ont ainsi tendance à sentir une insatisfaction face à l’approche rigide des écoles secondaires. Elles et ils cherchent une expérience d’éducation qui réponde à l’ensemble de leurs besoins et qui assure un débouché rapide vers un métier.

Les perceptions négatives quant à la FPT imprègnent le système lui-même. Les programmes techniques sont parfois perçus comme une option plus prestigieuse que les formations professionnelles, puisqu’elles sont données au niveau collégial et peuvent mener à une formation universitaire par la suite. Cette vision n’émane pas nécessairement de l’administration ou du corps enseignant dans les cégeps et collèges; elle provient plutôt de parents, de membres du corps enseignant ou du personnel de soutien dans les écoles secondaires, d’employeurs et même de la société en général. Cela risque d’affecter la

décision des jeunes apprenant-e-s au moment de choisir entre une formation professionnelle ou technique, et de miner leur estime de soi.

Recrutement

Le seuil minimal d’inscription met des bâtons dans les roues des centres de formation professionnelle. En effet, les centres doivent atteindre un certain nombre d’inscriptions par programme (entre 10 et 22, selon les cas), afin d’être admissibles aux fonds nécessaires à leur fonctionnement. Dans les régions où la population d’expression anglaise est moindre, la proportion de personnes intéressées par un programme à chaque période d’inscription risque d’être faible. Le manque de masse critique entraîne la plupart du temps l’annulation des programmes. Cet enjeu affecte disproportionnellement les communautés rurales et éloignées, étant donné qu’elles ont une moins forte concentration de population d’expression anglaise.

Ces disparités dans l’accès à la FPT anglophone force souvent les potentiel-le-s étudiant-e-s à déménager vers des centres urbains, là où l’offre de formation dans leur langue est plus grande. Ce phénomène, appelé exode des cerveaux, traverse la population d’expression anglaise au Québec, et touche particulièrement les jeunes (Programme d’appui aux langues officielles, 2011).

Il se déploie aussi au niveau interprovincial. En Outaouais en particulier, la ville voisine d’Ottawa, en Ontario, propose aux étudiantes et étudiants potentiels un large éventail de programmes collégiaux et universitaires, tant en anglais qu’en français. Les établissements de FPT en Outaouais auraient besoin de soutien gouvernemental supplémentaire pour attirer et retenir la population étudiante québécoise avec des programmes compétitifs. Cela passerait notamment par du soutien dans l’obtention des autorisations et un financement adéquat.

C’est même l’ensemble des établissements de FPT et des collectivités qui auraient avantage à encourager les jeunes à étudier, et à travailler par la suite, dans leur région. Cela est particulièrement vrai pour les secteurs en demande comme les soins aux enfants, les soins infirmiers et à domicile et la mécanique.

Collecte de données linguistiques

La plupart des établissements de FPT sont aux prises avec des difficultés de collecte de données. On constate notamment d’importantes lacunes dans les données sur la main-d’œuvre d’expression anglaise. Les centres de formation professionnelle s’appuient pourtant sur les informations au sujet de la main-d’œuvre québécoise, recueillies par différents organismes gouvernementaux, comme Services Québec. Elles leur sont en effet nécessaires pour démontrer au MEQ la pertinence d’une demande d’autorisation d’un nouveau programme, en fonction des besoins dans le secteur et la région concernés. Pour rendre sa décision finale, le MEQ prend en considération ces données ainsi que l’offre de programme existante dans la région. Les données linguistiques, cependant, ne font pas partie de l’équation. Un fournisseur de formation professionnelle a relaté le cas d’un programme suffisamment desservi en français sur son territoire, mais dont l’option en anglais se trouvait à deux heures de route. La région souffrait pourtant d’un besoin urgent de main-d’œuvre d’expression anglaise dans ce secteur. En ce sens, le manque de données linguistique contribue aux disparités dans l’offre de programme pour les minorités linguistiques. Il empêche également les écoles anglaises de FPT de justifier adéquatement les besoins pour des programmes auprès des instances pertinentes.

Pour pallier ces limites, certains établissements et partenaires de l’industrie font preuve d’une grande créativité pour recueillir et compiler leurs propres données linguistiques locales. Ces méthodologies indépendantes sont toutefois plus chronophages et ont comme conséquence de retarder les démarches pour implanter de nouveaux programmes. Au final, c’est le marché de l’emploi qui en pâtit.

Certains fournisseurs de formation professionnelle ont aussi fait valoir que des données linguistiques leur permettraient de publiciser les parcours de carrière à une population étudiante d’expression anglaise. Par conséquent, l’ensemble de la population de la région serait plus au fait des options de FPT locales.

Les fournisseurs de formations techniques, quant à eux, pensent que ce type de données accroîtraient leur capacité à anticiper la demande de programmes complémentaires et de diplômes en langue anglaise.

Si des données linguistiques étaient disponibles, les établissements scolaires seraient plus à même d’évaluer les lacunes et les besoins en matière de main-d’œuvre anglophone dans certains secteurs, et d’ainsi justifier la création de nouveaux programmes.

Apprentissage du français langue seconde

La plupart des programmes de FPT de langue anglaise intègrent l’apprentissage du français à leur curriculum. La maîtrise de cette langue est souvent une compétence requise au sein des programmes, en plus d’être essentielle sur le marché de l’emploi. Dans certains cas, il s’agit même d’une exigence à l’admission; dans d’autres, des cours de français supplémentaires sont conseillés aux personnes récemment diplômées.

Les éléments de langue française des programmes posent parfois des défis pour la population étudiante unilingue anglaise. Le corps enseignant doit alors redoubler d’innovation afin d’assurer la réussite de leurs élèves. On sait que la maîtrise totale d’une langue prend du temps. En ce sens, la durée des programmes de FPT (surtout ceux sur plusieurs années) permet d’accommoder un apprentissage en profondeur du français. Il faut faire preuve de prudence, cependant : il convient de choisir des moyens efficaces pour intégrer l’apprentissage de la langue sans allonger excessivement la durée des programmes d’études. Le contraire risquerait d’affecter les taux d’inscription et de diplomation. Les établissements indiquent que la solution la plus efficace serait d’intégrer l’apprentissage du français directement dans les cours et modules de la FPT. Autrement, l’ajout de cours de langues risquerait d’augmenter les obstacles à la réussite.

Matériel didactique

Les centres de formation professionnelle peinent à obtenir du matériel didactique en anglais. Certains membres de la direction de centres de formation professionnelle ont fait mention de longs délais avant de recevoir des traductions des manuels et des ressources d’apprentissage. Le MEQ prend parfois plusieurs années à fournir des versions anglaises. Certains documents importants n’ont même jamais été traduits. En réponse à ces lacunes, les centres de formation professionnelle adaptent les ressources françaises de manière collaborative. Il leur arrive souvent de traduire le matériel à l’interne et de se partager ces versions anglaises entre eux.

Les fournisseurs de programmes au niveau collégial ont aussi mentionné des délais d’un an, parfois plus, avant que le MES leur envoie les traductions officielles du matériel des formations de DEC. Les cégeps et les collèges de langue anglaise se trouvent ainsi limités dans leurs efforts pour actualiser efficacement les programmes existants et en implanter de nouveaux.

Dynamiques sur le marché du travail

Le système de FPT sait s’adapter au marché de l’emploi, que ce soit pour répondre aux pénuries de main-d’œuvre ou à la création de nouvelles industries (Harris et al., 2007). Selon la littérature, le système d’éducation en FPT agit dans son efficacité optimale lorsque les établissements et fournisseurs de programmes disposent de l’autonomie et de la flexibilité suffisantes pour collaborer avec des leaders de de l’industrie (Guile & Unwin, 2019; Puckett et al., 2012). Pour suivre les changements du marché, le système de FPT doit en effet avoir accès aux ressources nécessaires pour répondre avec agilité à la création de nouveaux secteurs et technologies. Surtout, il doit avoir droit à l’erreur et disposer de l’espace adéquat pour expérimenter des approches pédagogiques novatrices.

Les ministères de l’Éducation jouent d’ailleurs un rôle important dans ce processus. Les démarches de demande d’autorisation afin d’offrir de nouveaux programmes gagneraient à être simplifiées pour en réduire les délais. De plus, il faut plus de mesures gouvernementales pour soutenir les établissements scolaires et les acteurs de l’industrie dans l’élaboration et la mise en œuvre de projets pilotes. Cela est particulièrement pertinent dans les régions rurales et éloignées, là où les parties prenantes locales sont les mieux placées pour connaître les besoins de la collectivité en matière d’éducation.

Les membres de la direction des centres de formation professionnelle citent souvent le problème de l’insécurité d’emploi pour son équipe enseignante. Afin que les centres puissent assurer des postes permanents à son personnel, il faudrait qu’ils se voient octroyer un nombre grandissant d’autorisations permanentes. Cette mesure favoriserait du même coup une offre de programme plus stable, ce qui aurait comme effet d’améliore sa visibilité au sein de la population locale. Pour les centres de formation professionnelle qui rencontrent des difficultés de recrutement, cela pourrait faire toute la différence.

Les centres de formation professionnelle ont plus tendance à desservir les communautés d’expression anglaise de régions rurales ou éloignées, alors que les

cégeps ou collèges se trouvent généralement dans les zones urbaines. Or, les centres disposent de moins de flexibilité pour concevoir et offrir des programmes que leurs homologues collégiaux dans les grandes villes. Voilà pourquoi l’offre de programme de FPT en anglais en région est plus limitée, la rendant moins réactive aux demandes du marché du travail.

Soutien intégral aux apprenant-e-s

Le profil de la population étudiante d’expression anglaise en FPT est varié. On y retrouve entre autres des parents, des personnes en situation économique précaire et des travailleuses et travailleurs âgé-e-s. Différents facteurs affectent la capacité à poursuivre des études et à obtenir un diplôme : enjeux de garde d’enfant, de soutien en santé mentale, de transport, entre autres.

Les fournisseurs de programmes indiquent que leurs étudiant-e-s, particulièrement des jeunes femmes, demandent en premier lieu des services de garde. L’accès à de tels services, surtout s’ils sont offerts sur place, augmente significativement la capacité des mères à étudier dans le système de FPT. Si l’on souhaite s’attaquer aux disparités entre les genres et répondre à la récession au féminin provoquée par la COVID, il faut avant tout investir de manière concrète dans les mécanismes qui soutiennent les femmes et les personnes qui accouchent, pour faciliter leur accès au marché du travail. Rappelons également que le secteur de l’éducation à l’enfance lui-même fait face à une pénurie de main-d’œuvre. Il faut donc aussi investir dans la FPT dans ce domaine, afin d’augmenter le nombre de personnes qualifiées.

La question de la santé mentale préoccupe également les fournisseurs de programme. La pandémie de la COVID-19 a en effet exacerbé les problèmes et les crises de santé mentale dans les collectivités, ce qui a limité la capacité de réussite de plusieurs étudiant-e-s. Les établissements de FPT indiquent que les centres de formation professionnelle représentent souvent le principal lieu de socialisation et de convivialité pour les élèves. Avec le passage au virtuel durant la pandémie, le corps étudiant a ainsi perdu accès aux espaces créateurs de sentiment d’appartenance. Cette situation a donc accru le risque d’isolement et a fragilisé la santé mentale de plusieurs.

Un autre enjeu est le déplacement vers l’école ou les milieux de stage, surtout dans les régions où le transport public et les infrastructures routières laissent à désirer. Les habitant-e-s de zones rurales ou éloignées ne peuvent parfois pas compter sur un accès fiable et adéquat

aux services de transport. Encore une fois, à cause des disparités régionales, une portion de la population étudiante d’expression anglaise est forcée de parcourir de longues distances pour suivre leur programme de FPT. En conséquence, elle laisse souvent derrière elle son réseau de soutien communautaire.

Finalement, certaines étudiant-e-s et fournisseurs de programmes se soucient des autres besoins de base, surtout dans les collectivités mal desservies. Notamment, l’accès à un toit et à de la nourriture est corrélé à l’inscription et à la réussite de la population étudiante en FPT. Certains centres de formation professionnelle tentent de soutenir leurs élèves comme ils le peuvent, par le biais de déjeuners gratuits ou de services d’affichage de logements.

COVID-19

La pandémie de COVID-19 a entraîné de nombreux changements dans les programmes de FPT au Québec. Le gouvernement provincial a investi dans de nouveaux programmes, comme les soins à domicile, et dans des infrastructures technologiques pour favoriser l’apprentissage à distance. Citons notamment le programme Soutien aux soins d’assistance en établissement de santé. Le MEQ a en effet mandaté les centres de formation professionnelle partout au Québec pour offrir ce nouveau programme. Comme d’autres programmes dans la même veine, il vise à combler en partie le manque de préposé-e-s aux bénéficiaires dans les CHSLD, où le besoin de main-d’œuvre est estimé à 10000 personnes. Puisque ces formations prennent la forme d’attestation d’études professionnelle (AEP), elles sont aisément créées et mises sur pied, et mènent rapidement à un diplôme pour les étudiant-e-s. Le gouvernement a fait preuve d’efficacité pour mettre en œuvre et financer ces cours. Les centres de formation professionnelle ont en général bien accueilli la nouvelle, évidemment. Cela a cependant mis en lumière l’importance d’étendre cette même volonté institutionnelle à d’autres secteurs industriels pour répondre à la pénurie de main-d’œuvre.

Si la population étudiante s’est inscrite en grand nombre aux programmes du domaine de la santé au début de la pandémie, la situation n’a pas duré. La nature prolongée de la crise ainsi que le manque de soutien gouvernement envers le personnel de la santé ont finalement refréné plusieurs intéressé-e-s. À l’heure actuelle, ces programmes connaissent des taux d’inscription plutôt bas. Sans compter que le corps professoral de ce domaine est généralement composé de professionnel-le-s de la santé

dont la charge de travail élevée dans le contexte actuel risque de limiter leur capacité à enseigner. Les programmes de FPT en langue anglaise ont été particulièrement touchés par ce phénomène, puisque leur bassin de candidat-e-s à l’enseignement et d’élèves potentiel-le-s est, par nature, plus restreint.

La pandémie a aussi entraîné la rapide croissance de l’enseignement à distance. Un grand nombre de programmes ont passé au mode virtuel, hybride ou mixte. Malgré ses conséquences négatives pour une partie du corps étudiant, le passage au virtuel a aussi entraîné de nombreux avantages pour une grande partie de la population étudiante et enseignante du système de FPT anglophone. Les programmes peu centrés sur la pratique sur le terrain, comme ceux du secteur des technologies par exemple, ont mieux réussi à s’accommoder de l’adaptation au virtuel. En contrepartie, les ceux qui requièrent beaucoup de pratique, comme les soins infirmiers ou la mécanique, ont plutôt focalisé leur stratégie sur un retour en personne dès que les conditions sanitaires le permettraient.

Certaines administrations de formations professionnelles et techniques choisiront peut-être de conserver la formule virtuelle ou hybride, ce qui en favorisera l’accès à long terme pour certain-e-s étudiant-e-s. Cependant, l’apprentissage en ligne vient aussi avec son lot de défis, notamment l’isolement qui risque d’affecter la vie sociale et la santé mentale des élèves. Il ne faut pas non plus oublier que les examens du MEQ se tiennent obligatoirement en personne (plusieurs fois par mois); la formule en ligne n’est donc pas permise. Ainsi, malgré le passage de plusieurs cours en mode virtuel, les personnes qui demeurent loin de leur lieu d’études sont tout de même forcées de trouver des solutions de transport pour surmonter les obstacles de distance. De plus, les personnes n’ayant pas accès à internet risquent d’être oubliées dans l’équation et, par conséquent, d’être limitées dans leur capacité à accéder aux programmes de FPT.

Recommandations

Voici nos recommandations destinées aux parties prenantes du système de FPT en langue anglaise :

Changement dans les perceptions de la FPT

- Que les ministères (de l'Éducation du Québec et de l'Enseignement supérieur), les établissements d'enseignement, les conseillères et conseillers d'orientation et les organismes de soutien à l'emploi promeuvent le système de FPT de langue anglaise et favorisent une participation accrue dans ses programmes. Pour ce faire, ils pourraient mettre de l'avant la flexibilité de ce type de parcours scolaire, notamment en mentionnant les passerelles entre la formation générale et la formation professionnelle et technique.
- Que les ministères et les établissements scolaires augmentent l'offre de programmes passerelles innovateurs afin de faciliter la transition entre la formation générale et la FPT.
- Que les ministères et les établissements améliorent les services d'orientation professionnelle en offrant des formations supplémentaires aux conseillères et conseillers d'orientation à propos des différentes options de FPT. Dans les écoles où il n'y a pas de services d'orientation professionnelle, que l'information au sujet de la FPT soit directement intégrée dans le contenu des cours.
- Que les ministères et les établissements contribuent à redorer les perceptions sociales de la FPT et favorisent l'intégration des diplômé·e·s d'expression anglaise sur le marché du travail. Pour ce faire, ils peuvent notamment sensibiliser les employeurs et l'industrie en leur rappelant que les diplômé·e·s des programmes de FPT sont qualifié·e·s et prêt·e·s pour le marché du travail.

Recrutement

- Que les ministères réduisent le seuil minimal d'inscription requis pour offrir un programme de FPT en anglais, surtout hors de Montréal et dans les régions rurales ou éloignées.
- Que les ministères allouent des enveloppes budgétaires spéciales et accordent des autorisations

de programmes particulières pour les établissements de FPT dans les régions rurales ou éloignées et là où le taux de compétition avec d'autres régions est disproportionné (afin de contrer l'exode des cerveaux des personnes d'expression anglaise).

- Que les ministères permettent aux commissions scolaires anglophones et aux organes consultatifs de se partager les ressources et de les redistribuer entre eux afin de mieux desservir les collectivités d'expression anglaise.

Collecte de données linguistiques

- Que les organismes gouvernementaux québécois, dont Services Québec, améliorent leurs mécanismes de cueillette de données afin de cerner les dynamiques d'offre et de demande pour la main-d'œuvre issue des minorités linguistiques.

Apprentissage du français langue seconde

- Que les ministères accordent aux établissements d'enseignement les fonds nécessaires pour explorer différentes avenues d'intégration du français langue seconde dans leurs cours et programmes. Que les fournisseurs de programme et la population étudiante contribuent à ces réflexions et aident à déterminer les formules les plus accessibles et efficaces pour intégrer l'enseignement du français langue seconde.

Ressources éducatives

- Que les ministères accélèrent les démarches de traduction du matériel pédagogique produit ou approuvé par les ministères afin de réduire les délais d'attente.
- Que les ministères allouent des fonds discrétionnaires aux organes de consultation et aux tables rondes dans le domaine de l'enseignement en langue anglaise afin de répondre aux besoins urgents des établissements de FPT en matière de traduction — surtout si de longs délais pour obtenir les ressources anglaises risquent de retarder le début des cours.

Dynamiques sur le marché du travail

- Que les ministères assouplissent les critères requis pour obtenir des autorisations des programmes provisoires ou permanentes.
- Que les ministères collaborent avec les fournisseurs de FPT en langue anglaise afin de consolider les infrastructures et le financement pour les programmes des secteurs où la main-d'œuvre est élevée.
- Que les ministères mettent en place de nouvelles mesures qui permettent aux programmes de formation professionnelle très courus de transformer rapidement leur autorisation provisoire en autorisation permanente.
- Que les ministères allouent des ressources, notamment de nouvelles sources de financement et des mécanismes de demande d'autorisation spécialisés, pour introduire des projets pilotes — surtout dans les régions où l'accès à la FPT est limité.

Soutien intégral aux apprenant·e·s

- Que le gouvernement du Québec investisse dans les services locaux de garde d'enfants; il faut des programmes qui visent spécifiquement les parents aux études.
- Que le gouvernement du Québec injecte plus de ressources dans les services de soutien au sein des établissements scolaires, notamment des psychologues sur place, des programmes de déjeuners gratuits et des services de conseil financier.

- Que le gouvernement québécois injecte plus de ressources dans les services de transport public et les infrastructures routières, particulièrement dans les communautés isolées.
- Que les ministères de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur financent des stratégies de transport, par exemple des services de navettes gérés par les écoles, là où le transport en commun n'est pas disponible ou possible.
- Que les ministères étendent la portée des programmes de reconnaissances des acquis et des compétences (RAC) afin qu'ils couvrent un plus large spectre d'expériences de vie et d'aptitudes, particulièrement pour la main-d'œuvre plus âgée et les personnes nouvelles arrivantes.

COVID-19

- Que les ministères autorisent la réalisation de certains de leurs examens et tests en ligne.
- Que le gouvernement du Québec injecte plus de ressources dans l'amélioration des infrastructures de service internet, surtout dans les régions où la connexion est faible.
- Que les ministères de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, en collaboration avec les établissements d'enseignement de FPT de langue anglaise, créent des politiques et des mesures en faveur de cours en ligne et assurent une répartition équitable et viable de la population étudiante au sein des divers programmes et établissements.



Conclusion

Depuis plus de trente ans, le système de FPT anglophone dote les Québécois-e-s d'expression anglaise des compétences nécessaires à leur succès durable sur le marché du travail. La participation des communautés d'expression anglaise au sein des programmes de FPT au Québec demeure cependant faible, malgré une importante demande de main-d'œuvre dans les secteurs essentiels. Le taux de chômage plus élevé et le revenu moyen après impôts plus bas chez les Québécois-e-s d'expression anglaise que chez leurs homologues francophones (adaptation de Statistique Canada, 2016) démontrent l'importance de nouvelles stratégies pour accroître leur intégration et leur participation au sein du marché du travail.

Pour ce faire, on constate un besoin d'investissements stratégiques et de collaboration entre les parties prenantes afin d'améliorer l'accessibilité, la connaissance et les perceptions autour des programmes de FPT en langue

anglaise. Cela s'avère particulièrement nécessaire dans les régions hors de Montréal, là où les communautés d'expression anglaise sont confrontées à d'importantes disparités dans les options de formation.

Le présent rapport vise à répondre à certains de ces enjeux en élargissant le débat autour du rôle de la FPT. Il s'intéresse non seulement à la place de la formation professionnelle et technique au sein des communautés d'expression anglaise, mais aussi à sa contribution dans l'économie québécoise d'aujourd'hui et de demain. Surtout, nous espérons que ce rapport ouvrira de nouvelles perspectives qui outilleront les décideuses et décideurs et les établissements d'enseignement à proposer des solutions pour augmenter la participation des Québécois-e-s d'expression anglaise au sein du système de FPT.



Méthodologie

Collecte de données

Première phase

L'étape initiale a consisté à dresser une liste à partir de recherches sur les sites Web des établissements d'enseignement québécois qui offrent des programmes de FPT en anglais (soit en formation régulière ou en formation continue).

L'information provenant des sites Web des établissements a ensuite été recoupée avec [la liste de programmes en formation professionnelle](#) créée en partenariat avec le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. En cas de données contradictoires entre les deux sources, ce sont celles des sites Web qui ont été retenues.

Ont été considérés uniquement les programmes qui mènent à des diplômes reconnus par le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) ou le ministère de l'Enseignement supérieur (MES) et/ou les programmes offerts par des établissements reconnus par le MEQ ou le MES.

Seconde phase

Deux autres sources ont été utilisées pour recouper des données avec les listes de programmes : une [liste des établissements postsecondaires créée par Statistique Canada](#) ainsi qu'une [liste des centres de formation professionnelle au sein des commissions scolaires anglophones de la province](#) (les deux documents sont en anglais seulement).

La liste finale n'a pas pris en considération les programmes tremplin et de mise à niveau, ni les écoles de formation spécialisées comme les écoles d'esthétique, ni les écoles entièrement virtuelles.

Troisième phase

Nous avons mené des entretiens semi-dirigés auprès de 18 fournisseurs de programmes de FPT. Ils se répartissaient comme suit : cinq centres de formation professionnelle, six commissions scolaires et trois cégeps proposant des programmes techniques, couvrant au total six régions administratives.

Limites :

L'accessibilité et la repérabilité de l'information sur internet limitent l'inventaire des programmes existants. Il est probable que certains programmes de centres de formation professionnelle n'aient pas pu être repérés dans le cadre de ce projet de recherche. Ceux qui visent des populations locales ou de petites tailles, ou qui offrent des formations très ciblées, ont potentiellement moins intérêt à promouvoir leurs services en ligne. Cela réduit donc nos chances de les retrouver dans nos recherches. C'est probablement aussi le cas pour programmes qui ciblent les communautés autochtones.

Notons également que plusieurs établissements postsecondaires du Québec permettent au corps étudiant de soumettre ses travaux en français ou en anglais. Il est ainsi possible que des étudiant-e-s d'expression anglaise arrivent à suivre, dans leur langue, des programmes de FPT francophones. La langue qui a cours en classe varie au cas par cas; ces variations n'ont pas été prises en compte dans cette recherche.

Finalement, cette recherche s'est penchée sur l'offre de programme pour l'année scolaire 2020-2021. La réalité pourrait avoir changé au moment de consulter ce rapport.

Références

- Adaptation de Statistique Canada. (2016). *Population dans les ménages selon certaines caractéristiques démographiques, culturelles, de la scolarité, de la population active et du revenu (984), première langue officielle parlée (6), âge (8B) et sexe (3) pour la population dans les ménages privés du Canada, provinces et territoires, divisions de recensement et subdivisions de recensement, Recensement de 2016 — Données-échantillon (25 %)* [tableau personnalisé].
- Billett, S. (2014). The standing of vocational education: Sources of its societal esteem and implications for its enactment. *Journal of Vocational Education & Training*, 66(1), 1-21. doi:10.1080/13636820.2013.867525
- Burke, N. (1994). Exploding Myths about Vocational Education. *McGill Journal of Education / Revue Des Sciences De L'éducation De McGill*, 29(3), 274-280. [en ligne] <https://mje.mcgill.ca/article/view/8189/6117>.
- Caron, A. D. (1994). Applications of Holland's vocational theory to counselling practice related to vocational education. *McGill Journal of Education / Revue Des Sciences De L'éducation De McGill*, 29(3), 281-294. [en ligne] <https://mje.mcgill.ca/article/view/8190>.
- Direction générale des programmes d'appui aux langues officielles. (juin 2011). *Portrait des communautés d'expression anglaise du Québec*. Gouvernement du Canada. [en ligne] https://www.ic.gc.ca/eic/site/com-com.nsf/fra/h_01229.html
- Educaloi. (23 mars 2021). *Access to English Schools in Quebec*. [en ligne] <https://educaloi.qc.ca/en/capsules/access-to-english-schools-in-quebec/>
- Équipe du Rapport mondial de suivi sur l'éducation. (7 mars 2016). *Comment apprendre, quand on ne comprend pas?* [en ligne] Tiré de <https://fr.unesco.org/news/pres-moitie-population-mondiale-n-pas-acces-education-langue-qu-elle-comprend>
- Evans, K. (2019). The Challenges VETT Faces Through Its Intersection With Social Class, Gender, Ethnicity, and Race. Dans D. Guile et L. Unwin (éd.), *The Wiley Handbook of Vocational Education and Training*. Hoboken, NJ: John Wiley & Sons.
- Galabuzi, G.-E. (15 mars 2021). *Systemic racism is at the heart of economic inequality - and of how we get sick and die*. First Policy Response. [en ligne] <https://policyresponse.ca/systemic-racism-is-at-the-heart-of-economic-inequality-and-of-how-we-get-sick-and-die/>
- Gouvernement du Québec. (2022). *Liste des cégeps et collèges privés du Québec*. [en ligne] <https://www.quebec.ca/education/cegep/etudier/liste-colleges>
- Gouvernement du Québec. (avril 2021a). *Règlement sur le régime des études collégiales* [en ligne] <https://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/document/rc/c-29.%20r.%204>
- Gouvernement du Québec. (11 août 2021b). *Loi sur l'instruction publique*. [en ligne] <https://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/document/lc/l-13.3>
- Gouvernement du Québec. (1er octobre 2005). *Basic Vocational Training Regulation*. [en ligne] https://www.inforoutefpt.org/ministere_docs/adminInfo/RegimeFP_2005A.pdf

- Guile, D. et Unwin, L. (2019). VETT, Expertise, and Work: Situating the Challenge for the Twenty-First Century. Dans D. Guile et L. Unwin (éd.), *The Wiley Handbook of Vocational Education and Training* (pp. 19-40). Hoboken, NJ: John Wiley & Sons.
- Harris, R., Clayton, B. et Chappell, C. (28 août 2007). *Supporting vocational education and training providers in building capability for the future: Research overview*. [en ligne] <https://www.ncver.edu.au/research-and-statistics/publications/all-publications/supporting-vocational-education-and-training-providers-in-building-capability-for-the-future-research-overview>
- Hoeve, A., Kuijer-Siebelink, W. et Nieuwenhuis, L. (2019). Innovative Work-Based Learning for Responsive Vocational Education and Training (VETT): Lessons From Dutch Higher VETT. Dans D. Guile et L. Unwin (éd.), *The Wiley Handbook of Vocational Education and Training* (pp. 415-432). Hoboken, NJ: John Wiley & Sons.
- Kubayi, S. (2020). Towards Mother Tongue Instruction in Adult Education in South Africa. *Gender and Behaviour*, 18(3), 16312-16322.
- López, M. A. et Saurin, A. A. (2019). The Production of Disqualified Youth Through Basic Vocational Education and Training Provision: Examples from Valencia. *Technical and Vocational Education and Training: Issues, Concerns and Prospects The School-Based Vocational Education and Training System in Spain*, 149-166. doi:10.1007/978-981-13-8475-2_8
- Mahboubi, P. et Mokaya, M. (octobre 2021). *The Skills Imperative: Workforce Development Strategies Post COVID*. [en ligne] https://www.cdhowe.org/sites/default/files/2021-10/Commentary_609_0.pdf
- Ministère de l'Éducation. (septembre 2021). *Rapport Annuel 2020-2021*. Gouvernement du Québec. [en ligne] https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/education/publications-adm/rapport-annuel-de-gestion/MEQ_RAG_2020-2021.pdf?1639410502
- Ministère de l'Éducation. (2002). *Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue*. Gouvernement du Québec. [en ligne] http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/dpse/educ_adulte_action_comm/Politique.pdf
- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. (2018). *Tremplin DEC (081.06)*. Gouvernement du Québec. [en ligne] http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/enseignement-superieur/081.06-Tremplin-DEC-VF.pdf
- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. (2010). *La formation professionnelle et technique au Québec*. Gouvernement du Québec. [en ligne] http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/enseignement-superieur/Formation-professionnelle-technique-2010-VF.pdf
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. (2021a). *Opération main-d'œuvre : Mesures ciblées pour des secteurs prioritaires*. Gouvernement du Québec. [en ligne] https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/travail-emploi-solidarite-sociale/documents/RA_operation_mainoeuvre.pdf?1638290208
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. (septembre 2021b). *Bulletin sur le marché du travail au Québec*. Gouvernement du Québec. [en ligne] <https://www.emploiquebec.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/pdf/Publications/00-imt-BMT-2021-09.pdf>

- Naskapi Education Committee. (s.d.) *Vocational Training*. [en ligne]. Consulté le 29 octobre 2021 <https://naskapi-education.org/services/vocational-training>
- Oviawe, J., Uddin, P. S. et Uwameiye, R. (2017). Bridging Skill Gap to Meet Technical, Vocational Education and Training School-Workplace Collaboration in the 21st Century. *International Journal of Vocational Education and Training Research*, 3(1), 7. doi:10.11648/j.ijVETTr.20170301.12
- Puckett, J., Davidson, J. et Lee, E. (1er octobre 2012). Vocational Education: The Missing Link in Economic Development. [en ligne] <https://www.bcg.com/publications/2012/vocational-education-missing-link-economic-development>
- Racine, A. (février 1997). *Panorama de l'éducation des adultes en formation générale au Québec*. [en ligne] <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/41844?docref=XHzNWNn5CzQAoUrnXMHw1A>
- Statistique Canada. (5 octobre 2021). *Première langue officielle parlée de la personne*. Gouvernement du Canada. [en ligne] https://www23.statcan.gc.ca/imdb/p3Var_f.pl?Function=DEC&Id=34004
- Statistique Canada. (s.d.) *List of post-secondary institutions*. Gouvernement du Canada. [en ligne] Consulté le 27 février 2021. <https://publications.gc.ca/Collection/Statcan/81-582-X/institution.pdf>
- Taylor, A. (2019). The Future of Vocational Education in Canadian Secondary Schools. Dans D. Guile et L. Unwin (éd.), *The Wiley Handbook of Vocational Education and Training* (pp. 251-274). Hoboken, NJ: John Wiley & Sons.
- Yalnizyan, A. (15 octobre 2021). *Is the 'she-cession' over? No*. First Policy Response. [en ligne] <https://policyresponse.ca/is-the-she-cession-over-no/>



Table ronde provinciale sur l'emploi

1001 rue Lenoir, suite B338

Montréal, QC H4Z 2Z6

Téléphone (sans frais): 1-855-773-7885

Courriel: info@pertquebec.ca

pertquebec.ca